

Nous n'avons plus le choix, il faut les faire plier !

Alors que jeudi, le Gouvernement et même le Président de la République annonçaient une nouvelle fois la fin de la grève, ils ont encore dû constater que personne ne pouvait décider de la poursuite d'un mouvement à part celles et ceux qui luttent ! Ils refusent de négocier, de discuter de nos revendications, et prétendent nous rendre responsables d'une situation qu'ils ont créé et entretenue depuis des mois. La direction SNCF agit de même. Gouvernement et patrons de la SNCF aident les syndicats qui sont contre la grève : ce n'est pas ainsi que le conflit cessera ! A l'orée de ce premier week-end, nous tenons bon et nous gagnerons !

Grande nouvelle : les syndicats qui n'appelaient pas à la grève ... n'appellent pas à la grève !



Le secrétaire d'Etat aux transports nous prend pour des idiot-es. Mercredi, c'était une réunion pour rien avec les fédérations syndicales ; jeudi matin, même chose et la fédération SUD-Rail a bien eu raison de claquer la porte ; vendredi, il remet ça :

Cuvillier reçoit une à une les fédérations CGT, UNSA et CFDT. Il ignore SUD-Rail « coupable » d'avoir trop clairement soutenu les grévistes la veille. Avec l'UNSA et la CFDT, il signe un bout de papier, leur demande de poser pour une jolie photo dont tous et toutes semblent très fièr-es.

Conclusion : les fédérations syndicales qui ne soutiennent pas les grévistes (et, pour la CFDT, les dénoncent) ne nous soutiennent toujours pas. **Quelle grande nouvelle !**

Les cheminot-es ne veulent pas d'Etats Généraux du dialogue social, nous ne paierons pas la « dette » du système ferroviaire en laissant la direction SNCF supprimer nos emplois et nous refusons l'abrogation du RH 0077.

Le Gouvernement découvre que le BAC commence lundi !

Cela fait des mois que nous avons alerté le gouvernement sur la nécessité de revoir fondamentalement son projet de loi. Cela fait des mois que nous exigeons que Guillaume Pépy arrête de faire « sa réforme avant la réforme ». Maintenant, ils veulent nous faire porter la responsabilité de ce blocage ? Personne n'est dupe, comme en témoigne les messages de solidarité de fédérations syndicales de l'Education Nationale, de comités d'usagers, d'associations de parents d'élèves.

Les cheminot-es, comme d'autres, ont un métier socialement utile et ça gêne le fonctionnement de la société quand ils et elles ne travaillent pas. Ce n'est pas le cas des politiciens, des banquiers ou du Président de la SNCF ! Si les trains ne roulent pas, c'est bien de la faute au gouvernement et à la direction qui ne cherchent que l'affrontement !

La Direction SNCF prête à jouer avec la sécurité pour casser la grève !

Les dirigeant-es de la SNCF ont décidé de fermer des Directions Régionales lundi, pour utiliser des non-grévistes dans des postes qui ne sont pas les leurs. Nous ne lâcherons pas le terrain : continuons à faire déposer des DII et à participer aux Assemblées Générales qui se tiennent ce week-end. Lundi, des centaines d'initiatives locales sont déjà organisées unitairement sur tout le territoire.

Les patrons sont prêts à tout pour casser la grève ? Ils ne réussiront pas. Nos lieux de travail nous appartiennent !

Uni-es et déterminé-es, nous gagnerons et les obligerons à

Réintégrer l'ensemble du système ferroviaire dans une seule entreprise publique
Arrêter l'éclatement de l'entreprise SNCF qui détruit le service public et brise des vies
Annuler de la dette imposée depuis des années aux entreprises publiques ferroviaires

Maintenir le RH 0077 et le Statut, les améliorer et les étendre à tous les salarié-es du secteur ferroviaire



Fédération des syndicats de travailleurs du rail
17 boulevard de la libération – 93200 – Saint Denis
Tel 01 42 43 35 75 - Fax 01 42 43 36 67
federation-sudrail@wanadoo.fr
www.sudrail.fr



Monsieur Pépy
Président de la SNCF
pepy@sncf.fr

Le 13 juin 2014,

Nous avons pris note des nouvelles mesures concernant la diffusion des informations syndicales, que vous avez instituées depuis le début de ce mois, certes sans information des organisations syndicales ou du moins de SUD-Rail.

En effet, il apparaît que si une organisation syndicale vous adresse des tracts, vous les faites diffuser ensuite à tous les cheminot-es par la ligne hiérarchique. Les éléments en notre possession montrent que cela part bien de vous, puis de votre propre Cabinet et de la Direction RH. Il ne sera donc pas utile de feindre ne pas comprendre de quoi nous parlons.

Notre souci du pluralisme syndical, et de l'unité d'action syndicale, nous amènent pour ce premier envoi à vous adresser non pas des tracts SUD-Rail mais la plate-forme unitaire CGT/UNSA/SUD-Rail et une expression commune CGT/SUD-Rail.

Sans doute en assurerez-vous la diffusion aussi large et avec la même rapidité que vous l'avez fait pour les tracts CFDT appelant à ne pas faire grève ?

Au cas où il n'en serait pas ainsi, nous attirons votre attention sur deux points :

- ☺ N'assurer la diffusion par toute la ligne hiérarchique que des seuls tracts CFDT serait une preuve de non-indépendance de cette organisation vis à vis de la direction ; cela pourrait avoir des conséquences très fâcheuses pour cette organisation, puisque l'indépendance est un des critères pour être considéré "représentatif", en application de la loi de 2008 qui reprend la position commune Patronat/CGT/CFDT.
- ☺ N'assurer la diffusion par toute la ligne hiérarchique que des seuls tracts anti-grève serait une preuve de mesures discriminatoires de votre part à l'encontre d'autres organisations syndicales. Moralement, d'un point de vue déontologique, en termes de correction, ce ne serait pas soutenable mais ne perdons pas notre temps avec des considérations manifestement étrangères à la direction SNCF. Plus prosaïquement, aux termes de l'article L 21462-2 du Code du travail, « l'employeur qui méconnaît les dispositions relatives à la discrimination syndicale est passible d'une amende, d'emprisonnement s'il y a récidive ». Il y a discrimination syndicale et vous êtes l'employeur...

Soucieux-ses de ne pas déranger toute la ligne hiérarchique inutilement, nous vous suggérons toutefois une solution plus efficace encore : annoncer que vous mettez un terme à votre politique de découpage de l'entreprise, de privatisation, de filialisation, de destruction des collectifs de travail, ... Voilà qui contribuerait grandement à régler le conflit social actuellement en cours et rendrait inopérant la diffusion de ces deux tracts (pas d'inquiétude ! Nous vous solliciterons encore sur le sujet pour ne pas vous laisser dans cette dommageable situation de n'avoir diffusé les écrits que d'une fédération syndicale).

Dans l'attente de connaître rapidement votre décision, recevez monsieur le président, nos salutations syndicalistes, donc indépendantes.

Pour la fédération des syndicats SUD-Rail : *Nathalie Bonnet – Bernard Borgialli*